

Art. 7. Lorsque l'accouchement a lieu après la date attestée par le certificat médical :

1° la durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement est au moins égale à six semaines;

2° la période qui excède la durée du congé de maternité qui n'est pas considérée sur avis du Service de santé administratif, comme congé de maladie, n'est pas rémunérée.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 7, alinéa 2, le congé de maternité est assimilé à une période d'activité de service.

IV. Dispositions finales.

Art. 9. Dans les écoles primaires et gardiennes de l'Etat, ainsi que dans les écoles primaires et gardiennes d'application annexées aux écoles normales de l'Etat, dans les internats de l'Etat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, un intérimaire peut être désigné lorsque l'absence d'un membre du personnel due à l'une des raisons définies ci-avant atteint six jours au moins.

Dans une école à classe unique, la période de carence de six jours, dont il est question à l'alinéa précédent, ne sera toutefois pas requise avant la désignation d'un instituteur intérimaire.

Dans les établissements d'enseignement moyen, normal, technique et artistique de l'Etat, la même désignation peut être faite lorsque l'absence atteint dix jours au moins.

Art. 10. Les dispositions antérieures en matière de congés de maladie et de maternité applicables au personnel visé à l'article 1^{er} du présent arrêté restent d'application jusqu'au 31 août 1959.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1959.

Art. 12. Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Léopoldville, le 30 décembre 1959.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Instruction publique,

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

C. MOUREAUX.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE. — NOMINATIONS.

Par arrêté royal du 14 janvier 1960, M. Dubuisson, M., recteur de l'Université de l'Etat à Liège, directeur de la classe des sciences de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, est nommé président de ladite Académie pour l'année 1960.

Par arrêté royal du 18 janvier 1960, sont approuvées les nominations de MM. Lamotte (chanoine E.), professeur à l'Université catholique de Louvain; Bonenfant, P., professeur à l'Université libre de Bruxelles, et Holvoet (baron G.), en qualité de membres de la classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

23 SEPTEMBRE 1959. — Arrêt royal accueillant la requête introduite par la Confédération Nationale de la Construction tendant à la reconnaissance du Centre scientifique et technique de la Construction.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique;

KONINKLIJKE ACADEMIE VAN BELGIË. — BENOEMINGEN.

Bij koninklijk besluit van 14 januari 1960, wordt de heer Dubuisson, M., rector van de Rijksuniversiteit te Luik, directeur van de klasse der wetenschappen van de Koninklijke Belgische Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten, voor het jaar 1960 tot voorzitter van bedoelde Academie benoemd.

Bij koninklijk besluit van 18 januari 1960 worden goedgekeurd de benoemingen van de heren Lamotte (kanunnik E.), hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven; Bonenfant, P., hoogleraar aan de Vrije Universiteit te Brussel, en Holvoet (baron G.), tot lid van de klasse der letteren en der morele en staatswetenschappen van de Koninklijke Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

23 SEPTEMBER 1959. — Koninklijk besluit waarbij het verzoekschrift der Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf tot erkenning van het Wetenschappelijk en technisch Centrum voor het Bouwbedrijf wordt ingewilligd.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 30 januari 1947, houdende vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek;

Vu la requête déposée le 28 décembre 1956 par la Confédération nationale de la Construction, association sans but lucratif, ayant son siège établi, 12, rue de l'Étuve, à Bruxelles, tendant à l'application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 à toutes les personnes morales ou physiques dont l'activité principale ou accessoire consiste dans l'exécution de travaux d'édification, d'achèvement, d'entretien, de réparation ou de démolition de construction, parmi lesquels sont rangés ou auxquels sont assimilés les travaux suivants :

travaux maritimes et fluviaux, y compris le renflouage de bateaux et navires, ainsi que l'enlèvement d'épaves;

travaux de terrassements, y compris les travaux de forage, de sondage, de fonçage de puits, de drainage et de rabattement de la nappe aquifère, exception faite des travaux de terrassements pour assiettes de routes;

travaux de fondations, y compris pieux, palplanches et travaux de consolidation du sol par tous systèmes;

travaux de maçonnerie et de béton, y compris les maçonneries de chaudières, fours industriels et autres ouvrages analogues, de constructions de collecteurs d'égouts considérés comme ouvrages d'art, de construction de cheminées d'usines et le placement d'éléments préfabriqués;

travaux de construction de ponts;

travaux de démolition et d'arasement;

travaux d'asphaltage et d'étanchéisation, à l'exception des travaux routiers;

travaux de carrelage et de mosaïque et tous autres de revêtement des murs et du sol;

travaux d'isolation thermique et acoustique;

travaux de menuiserie et de charpenterie, tant en atelier que sur chantier, à l'exception du montage de charpentes métalliques;

travaux de vitrerie, de pose de miroiterie et de vitraux;

travaux de peinture et décors;

travaux de marbrerie;

travaux d'installation de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;

travaux d'installations sanitaires;

travaux d'installation et d'entretien de voies ferrées;

travaux d'installation d'échafaudage;

travaux de pose de pipe-lines et de canalisations souterraines diverses, telles que distribution d'eau, câbles électriques, etc.

travaux de taille de pierre naturelle et reconstituée, à l'exception de ceux relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie des Carrières;

Vu la publication au *Moniteur belge* du 24 avril 1958 de l'avis résumant l'objet de la requête susmentionnée annonçant que tout intéressé pouvait prendre connaissance et obtenir copie de ce document ainsi que du mémoire justificatif et du projet de Statuts au Ministère des Affaires Economiques, et faire opposition à la réalisation de l'objet de la requête par lettre recommandée, adressée au Ministre des Affaires Economiques, dans les dix jours de la publication de l'avis;

Vu les oppositions significatives dans les délais légaux;

Vu le rejet des dites oppositions et l'avis favorable émis par le Conseil du Contentieux économique en date du 25 mars 1959;

Attendu, dès lors, que rien ne s'oppose plus à accueillir la susdite requête;

Considérant que la Confédération Nationale de la Construction jouit de la personnalité civile et représente la majorité des entreprises de son ressort, tel que celui-ci est défini par la requête visée ci-avant;

Considérant l'importance du rôle que joue dans l'économie du pays l'industrie de la construction;

Considérant l'intérêt majeur qu'il y a pour le pays à posséder un centre de recherches scientifiques et techniques de la construction destiné à réaliser la recherche technique et scientifique pour les divers matériaux en fonction du bâtiment;

Considérant que l'activité d'un tel Centre ne portera pas seulement sur l'étude concomitante des matériaux de construction dans leur réaction réciproque et dans leur comportement commun vis-à-vis des facteurs extérieurs de toute espèce, mais également sur les procédés de mise en œuvre et de montage pour

Gelet op het verzoekschrift, de 28e december 1956 ingediend door de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, Vereniging zonder Winstoogmerk, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Brussel, Stooftstraat, 12, en strekkend tot toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947; op alle natuurlijke en rechtspersonen wier voornaamste of bijkomstige bedrijvigheid bestaat in de oprichting, de voltooiing, het onderhoud, de herstelling of het slopen van werken, waaronder gerangschikt of waarmede gelijkgesteld zijn :

maritieme en rivierwerken, het weder vlot maken van boten en schepen, alsmede het bergen van wrakken inbegrepen;

grondwerken, de werken voor het boren, het diepboren, het uitgraven van putten, het draineren en het neerslaan van het grondwater inbegrepen, met uitzondering nochtans van grondwerken voor wegfunderingen;

funderingswerken, met inbegrip van heipalen, paalplanken en werken tot versteviging van de grond door alle stelsels;

metsele- en betonwerk, met inbegrip van het metselen van ketels, nijverheidsovens en andere dergelijke werken, het aanleggen van riolen beschouwd als kunstwerken, het bouwen van fabriekschoorstenen en het plaatsen van geprefabriceerde elementen;

werken van bruggenbouw;

sloping- en effeningswerken;

asfalterings- en dichtmakingswerken, met uitzondering van wegenwerken;

tegel- en mozaïekbevoering en alle andere werken voor muren en grondbedekking;

thermische en acoustische isoleringswerken;

timmer- en schrijnwerken, zowel in het werkhuis als op de werf, met uitzondering van het monteren van bintwerk in metaal;

glazenmakerij, spiegelwerk en werken in gebrande glasramen;

schilder- en decoratiewerk;

marmerbewerking;

werken voor het aanleggen van verwarming, verluchting en luchtverversing;

werken voor sanitaire inrichtingen;

werken voor het aanleggen en het onderhouden van spoorwegen;

werken voor het plaatsen van stellingen;

werken voor het aanleggen van pipe-lines en allerlei ondergrondse buisleidingen, zoals watervoorziening, elektrische kabels, enz.

werken voor steenkappers, zowel van natuur- als van kunststeen, met uitzondering van diegene, welke onder de bevoegdheid van het Nationaal Paritair Comité voor de Groefbedrijven vallen;

Gelet op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1958 van het bericht, waarbij het doel van voormeld verzoekschrift werd samengevat en waarbij aangekondigd werd dat elke belanghebbende bij het Ministerie van Economische Zaken van dit bescheid, evenals van de memorie van toelichting en van het ontwerp der statuten inzage kon nemen, hiervan een afschrift kon bekomen en zich binnen tien dagen na de bekendmaking van het bericht, kon verzetten tegen de verwezenlijking van het doel van het verzoekschrift door middel van een aan de Minister van Economische Zaken gericht aangetekend schrijven;

Gelet op de binnen de wettelijke termijn betekende verzetschriften;

Gelet op de verwerping van gezegde verzetschriften en op het gunstig advies van de Raad voor Economische geschillen van 25 maart 1959;

Overwegende derhalve, dat zich niets meer verzet tegen de inwilliging van voornoemd verzoekschrift;

Overwegende dat de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf met rechtspersoonlijkheid bekleed is en de meerderheid der tot haar werkkring, zoals deze in bovengenoemd verzoekschrift wordt bepaald, behorende ondernemingen vertegenwoordigt;

Overwegende de gewichtige rol van het bouwbedrijf in 's lands bedrijfsleven;

Overwegende dat het land er groot belang bij heeft een centrum voor wetenschappelijke en technisch onderzoek in het bouwbedrijf te bezitten waar een technisch en wetenschappelijk onderzoek terzake van allerlei materialen zal worden verricht uit een oogpunt van de eisen van het bouwwezen;

Overwegende dat een dergelijk centrum zich niet alleen zal bezig houden met de studie der bouwmaterialen in dezer onderlingereactie en in hun gemeenschappelijke gedraging tegenover allerlei uitwendige factoren, maar tevens op de aanwendings- en monteringsprocedures voor alle takken van het ruw werk en van de

toutes les branches du gros-œuvre et du parachèvement de la construction, en vue notamment d'en réduire le coût, d'en améliorer les qualités thermique, acoustique de résistance à l'eau, au feu et à tous autres agents, sans en compromettre la solidité ni la stabilité;

Vu la proposition de la Confédération nationale de la Construction, tendant à fixer le taux de la redevance annuelle à payer par les entreprises ressortissant au Centre scientifique et technique de la Construction à un pour mille du montant total des travaux dont la nature est prévue dans l'énumération faite à l'article 4 des Statuts du Centre et qui auront été exécutés au cours de l'exercice;

Vu l'avis de Notre Ministre des Finances notifié par sa lettre du 5 septembre 1959;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La requête introduite en date du 28 décembre 1956, par la Confédération nationale de la Construction est accueillie et les statuts du Centre scientifique et technique de la Construction, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté sont agréés. Le Centre scientifique et technique de la Construction est reconnu.

Art. 2. Sont seules considérées comme ressortissantes du Centre scientifique et technique de la Construction, les personnes physiques et morales dont l'activité principale ou accessoire consiste dans l'exécution de travaux d'édification, d'achèvement, d'entretien, de réparation ou de démolition de construction, parmi lesquels sont rangés ou auxquels sont assimilés les travaux suivants :

travaux maritimes et fluviaux, y compris le renflouage de bateaux et navires, ainsi que l'enlèvement d'épaves;

travaux de terrassements, y compris les travaux de forage, de sondage, de fonçage de puits, de drainage et de rabattement de la nappe aquifère, exception faite des travaux de terrassements pour assiettes de routes;

travaux de fondations, y compris pieux, palplanches et travaux de consolidation du sol par tous systèmes;

travaux de maçonnerie et de béton, y compris les maçonneries de chaudières, fours industriels et autres ouvrages analogues, de construction de collecteurs d'égouts considérés comme ouvrages d'art, de construction de cheminées d'usines et le placement d'éléments préfabriqués;

travaux de construction de ponts;

travaux de démolition et d'arasement;

travaux d'asphaltage et d'échanchésation, à l'exception des travaux routiers;

travaux de carrelage et de mosaïque et tous autres travaux de revêtement des murs et du sol;

travaux d'isolation thermique et acoustique;

travaux de menuiserie et de charpenterie, tant en atelier que sur chantier, à l'exception du montage de charpentes métalliques;

travaux de vitrerie, de pose de miroiterie et de vitraux ;

travaux de peinture et décors;

travaux de marbrerie;

travaux d'installation de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;

travaux d'installations sanitaires;

travaux d'installation et d'entretien de voies ferrées;

travaux d'installation d'échafaudage;

travaux de pose de pipe-lines et de canalisations souterraines diverses, telles que distribution d'eau, câbles électriques, etc.

travaux de taille de pierre naturelle et reconstituée, à l'exception de ceux relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie des Carrières.

Art. 3. Il est alloué au Centre scientifique et technique de la Construction un subside s'élevant à 1 000 000 F (un million de francs).

Art. 4. Tous les ressortissantes du Centre sont tenus de payer à celui-ci une redevance annuelle fixée de façon à correspondre au maximum à un pour mille du montant total des travaux dont la nature est prévue dans l'énumération à l'article 2 ci-dessus et qui auront été exécutés au cours de l'exercice.

afwerking van de bouw, met name ter vermindering van de kosten, ter verbetering van de thermische acoustische eigenschappen en van de weerstand tegen water, vuur en alle andere agentia, zonder de stevigheid en de vastheid ervan in gevaar te brengen;

Gelet op het voorstel van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, om het tarief van de jaarlijkse bijdrage der tot de werkkring van het wetenschappelijk en technisch centrum voor het bouwbedrijf behorende ondernemingen vast te stellen op één per duizend van het gezamenlijk bedrag der in de loop van het dienstjaar uitgevoerde werken, waarvan de aard in de opsomming onder artikel 4 der statuten van het centrum bepaald is;

Gelet op het advies van Onze Minister van Financiën betekend bij zijn brief van 5 september 1959;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben wij besloten en besluiten wij :

Artikel 1. Het verzoek op 28 december 1956, door de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf ingediend, wordt ingewilligd en de Statuten van het Wetenschappelijk en technisch Centrum voor het Bouwbedrijf, zoals ze bij onderhavig besluit zijn gevoegd, worden aanvaard. Het Wetenschappelijk en technisch centrum voor het Bouwbedrijf wordt erkend.

Art. 2. Als tot het wetenschappelijk en technisch centrum voor het bouwbedrijf te behoren worden uitsluitend beschouwd de natuurlijke en rechtspersonen, wier voornamste of bijkomstige bezigheid bestaat in het oprichten, afwerken, onderhouden, herstellen of slopen van bouwwerken, waaronder gerangschikt of waarmede gelijkgesteld zijn :

maritieme en rivierwerken, het weder vlot maken van boten en schepen, alsmede het bergen van wrakken inbegrepen;

grondwerken, de werken voor het boren, het diepboren, het uitgraven van putten, het draineren en het neerslaan van het grondwater inbegrepen, met uitzondering nochtans van grondwerken voor wegfunderingen;

funderingswerken, met inbegrip van heipalen, paalplanken en werken tot versteviging van de grond door alle stelsels;

metsel- en betonwerk, met inbegrip van het metselen van ketels, nijverheidsovens en andere dergelijke werken, het aanleggen van riolen beschouwd als kunstwerken, het bouwen van fabrieksschoorstenen en het plaatsen van geprefabriceerde elementen;

werken van bruggenbouw;

sloping- en effeningswerken;

asfalterings- en dichtmakingswerken, met uitzondering van wegenwerken;

tegel- en mozaïekbevoering en alle andere werken voor muur- en grondbedekking;

thermische en acoustische isoleringswerken;

timmer- en schrijnwerken, zowel in het werkhuis als op de werf, met uitzondering van het monteren van bintwerk in metaal;

glazenmakerij, spiegelwerk en werken in gebrande glasramen;

schilder- en decoratiewerk;

marmerbewerking;

werken voor het aanleggen van verwarming, verluchting en luchtverversing;

werken voor sanitaire inrichtingen;

werken voor het aanleggen en het onderhouden van spoorwegen;

werken voor het plaatsen van stellingen;

werken voor het aanleggen van pipe-lines en allerlei ondergrondse buisleidingen, zoals watervoorziening, elektrische kabels, enz.;

werken voor steenkappers, zowel van natuur- als van kunststeen, met uitzondering van diegenen, welke onder de bevoegdheid van het Nationaal Paritair Comité voor de Groefbedrijven vallen.

Art. 3. Aan het wetenschappelijk en technisch centrum voor het bouwbedrijf wordt een toelage van 1 000 000 F (één miljoen frank), verleend.

Art. 4. Alle tot het centrum behorende personen zijn ertoe gehouden hieraan een jaarlijkse bijdrage te betalen vastgesteld op zulkdanige wijze dat zij overeenstemt met hoogstens één per duizend van het gezamenlijk bedrag der in de loop van het dienstjaar uitgevoerde werken, waarvan de aard en de opsomming onder artikel 2 bepaald zijn. Voor de toepassing van de bepalingen van het

Pour l'application des dispositions du présent article, le premier exercice du Centre prendra cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et se terminera le 31 décembre 1959. Les exercices suivants correspondront à l'année pleine du calendrier.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1959.

tegenwoordige artikel gaat het eerste dienstjaar van het Centrum in op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit en verstrijkt het op 31 december 1959. De volgende dienstjaren zullen met een volledig kalenderjaar overeenstemmen.

Art. 5. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, de 23e september 1959.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires économiques,

Van Koningswege :
De Minister van Economische Zaken,

J. VAN DER SCHUEREN.

Centre scientifique et technique de la Construction.

Etablissement reconnu par application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 (en formation).

STATUTS.

CHAPITRE 1^{er}. — Dénomination, organes, siège, objet.

Article 1^{er}. Il est constitué un Centre scientifique et technique de l'Industrie de la Construction, conformément à l'arrêté-loi du 30 janvier 1947, fixant le statut de création et de fonctionnement de Centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique.

Le Centre est doté de la personnalité civile et dénommé « Centre scientifique et technique de la Construction », en néerlandais « Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf ».

Art. 2. Le siège du Centre est établi à Bruxelles, 12, rue de l'Étuve. Il pourra être transféré en tout autre endroit en Belgique par simple décision du comité permanent.

Art. 3. Le Centre a pour objet :

1° la recherche scientifique et technologique, en vue de l'amélioration du rendement, de la qualité, de l'aspect esthétique et de la production dans l'Industrie de la Construction;

2° dans ce cadre, le Centre est chargé également d'une mission de documentation et d'information, en mettant notamment les fruits de ses travaux au service de toute la branche ou de toutes les entreprises d'une même catégorie, même quand le problème est posé à l'origine par l'une de ces entreprises;

3° toutefois, dans la mesure des possibilités de son programme, le Centre peut assister des entreprises individuelles dans leurs efforts, et ce à leur profit personnel mais également à leurs frais.

Pour la réalisation de ses objets, le Centre peut notamment :

1° créer tous services de recherches et autres jugés nécessaires;

2° octroyer des subsides à des organismes existants ou dont il encourage la création, ou encore à des personnes qu'il agréé;

3° charger toutes personnes physiques ou morales de faire pour son compte toutes recherches ou travaux, même d'ordre administratif, pour lesquels elles sont qualifiées, et conclure toutes conventions adéquates à ce sujet;

4° collaborer avec les institutions similaires, belges, congolaises et étrangères, et éventuellement conclure toutes conventions appropriées à ce but;

5° organiser des congrès, des journées d'études, des expositions et des concours dans le cadre de ces objets;

6° prendre tous brevets et user des droits qu'ils confèrent dans l'intérêt de la branche et accessoirement pour s'assurer des ressources;

7° en général, user de tous moyens d'information et de propagande, en vue de la réalisation de son objet, y compris l'entreprise de ou la collaboration à toutes publications uniques ou périodiques.

Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf.

Inrichting erkend bij toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947 (in oprichting).

STATUTEN.

HOOFDSTUK I. — Benaming, organen, zetel, voorwerp.

Artikel 1. Er wordt een wetenschappelijk en technisch Centrum voor het Bouwbedrijf opgericht, overeenkomstig de bepalingen der besluitwet van 30 januari 1947, tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra, belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang der verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek.

Het Centrum is begiftigd met rechtspersoonlijkheid en genaamd « Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf », in het Frans « Centre scientifique et technique de la Construction ».

Art. 2. De zetel van het Centrum is gevestigd te Brussel, Stoofstraat, 12. Hij zal kunnen overgebracht worden naar elke andere plaats in België door eenvoudige beslissing van het vast comité.

Art. 3. Het Centrum heeft tot voorwerp :

1° de aansporing tot het wetenschappelijk en technologisch onderzoek, met het oog op de verbetering van het rendement, van de hoedanigheid, van het esthetisch uitzicht en van de voortbrenging in de bouwnijverheid;

2° in dit raam is het Centrum eveneens belast met een taak van documentatie en voorlichting; het stelt namelijk de vruchten van zijn werkzaamheden ten dienste van alle takken of van alle ondernemingen ener zelfde categorie, zelfs wanneer het vraagstuk oorspronkelijk gesteld wordt door een dezer ondernemingen;

3° evenwel kan het Centrum, in de mate der mogelijkheden van zijn programma, bepaalde bedrijven terzijde staan in hun pogingen te hunnen persoonlijke bate, maar ook op hun eigen kosten.

Voor de verwezenlijking van zijn doelstellingen kan het Centrum inzonderheid :

1° alle nodig geachte diensten oprichten;

2° toelagen verlenen aan bestaande organismen of waarvan het de oprichting aanmoedigt, of nog aan personen die het erkent;

3° alle natuurlijke of rechtspersonen gelasten om voor zijn rekening alle opsporingen of werken te verrichten waartoe zij bevoegd zijn en alle passende overeenkomsten dienaangaande te sluiten;

4° samenwerken met gelijksoortige Belgische, Kongolese en buitenlandse instellingen en eventueel alle hiertoe geschikte overeenkomsten sluiten;

5° kongressen, studiedagen, tentoonstellingen en wedstrijden organiseren in het raam van deze doelstellingen;

6° alle octrooien nemen en gebruik maken van de rechten die zij verlenen in het belang van de nijverheidstak en in bijkomstige orde om zich inkomsten te verzekeren;

7° in het algemeen, gebruik maken van alle informatie- en propagandamiddelen, met het oog op de verwezenlijking van zijn doel, met inbegrip van de onderneming van of de medewerking aan alle enige of periodieke publicaties.

Art. 4. Sont seuls considérées comme ressortissant à l'industrie de la construction les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire nationale de la Construction et ayant pour activité principale ou accessoire, sur le territoire national, l'exécution de travaux d'édification, d'achèvement, d'entretien, de réparation ou de démolition de construction parmi lesquels sont rangés ou auxquels sont assimilés :

- travaux maritimes et fluviaux, y compris le renflouage de bateaux et navires ainsi que l'enlèvement d'épaves;
- travaux de terrassements, y compris les travaux de forage, de sondage, de fonçage de puits, de drainage et de rabattement de la nappe aquifère, exception faite des travaux de terrassements pour assiettes de routes;
- travaux de fondations, y compris pieux, palplanches et travaux de consolidation du sol par tous systèmes;
- travaux de maçonnerie et de béton, y compris les maçonneries de chaudières, fours industriels et autres ouvrages analogues, de construction de collecteurs d'égouts considérés comme ouvrages d'art, de construction de cheminées d'usines et le placement d'éléments préfabriqués;
- travaux de construction de ponts;
- travaux de démolition et d'arasement;
- travaux d'asphaltage et d'étanchéisation, à l'exception des travaux routiers;
- travaux de carrelage et de mosaïque et tous autres travaux de revêtement des murs et du sol;
- travaux d'isolation thermique et acoustique;
- travaux de menuiserie et de charpenterie, tant en atelier que sur chantier, à l'exception du montage de charpentes métalliques;
- travaux de vitrerie, de pose de miroiterie et de vitraux;
- travaux de peinture et décors;
- travaux de marbrerie;
- travaux d'installation de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;
- travaux d'installations sanitaires;
- travaux d'installation et d'entretien de voies ferrées;
- travaux d'installation d'échafaudage;
- travaux de pose de pipe-lines et de canalisations souterraines diverses, telles que distribution d'eau, câbles électriques, etc...
- travaux de taille de pierre naturelle et reconstituée, à l'exception de ceux relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie des carrières.

Ne sont notamment pas du ressort du Centre les entreprises dont l'activité principale ou accessoire consiste dans les travaux de construction, de réfection ou d'entretien des routes, rues, places, pistes pour terrains d'aviation, en ce compris tous travaux connexes, tels que travaux de signalisation et de balisage, de terrassement, d'égouts, de rampes d'accès, de trottoirs et pistes cyclables ainsi que de petits ouvrages d'art. Ces entreprises sont assujetties au Centre de Recherches routières, établissement reconnu par application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947.

Les entreprises établies en Belgique ou au Congo Belge, qui ne remplissent pas toutes les conditions reprises ci-dessus, peuvent néanmoins, à leur demande, être assimilées aux ressortissants du Centre par décision du comité permanent.

Art. 5. Les organes du Centre sont le conseil général, le comité permanent et le directeur général.

CHAPITRE II. — Le conseil général.

Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 9 des présents statuts, le conseil général est composé de 48 membres et comprend :

- 1° 30 membres nommés par l'assemblée générale de la Confédération nationale de la Construction;
- 2° 1 membre désigné par la Fédération des Industries belges (F.I.B.);
- 3° 5 membres désignés par les organisations les plus représentatives des travailleurs de l'industrie de la construction, au prorata du nombre des travailleurs qu'elles groupent dans cette industrie, soit deux membres désignés par la Centrale générale du Bois, du Bâtiment et des Industries diverses, deux membres désignés par la Centrale chrétienne des Travailleurs du Bois et du Bâtiment, et un membre désigné par la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;
- 4° 12 personnalités de haute valeur scientifique ou technique en matière de production, d'économie ou de droit, la moitié d'entre elles étant cooptée par les membres de la catégorie reprise sous le 1° du présent article, l'autre moitié étant désignée par l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.).

Art. 4. Worden uitsluitend beschouwd als behorende tot de bouw-nijverheid, de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Nationaal Paritair Comité der Bouwbedrijven en wier hoofd-activiteit of bijkomstige activiteit, op het nationaal grondgebied, betrekking heeft op de oprichting, de voltooiing, het onderhoud, de herstelling of het slopen van bouwwerken, onder dewelke gerang-schikt zijn of waarmede gelijkgesteld zijn :

- maritieme en rivierwerken, het weder vlot maken van boten en schepen, alsmede het bergen van wrakken inbegrepen;
- grondwerken, de werken voor het boren, het diepboren, het uit-graven van putten, het draineren en het neerslaan van het grond-water inbegrepen, met uitzondering nochtans van grondwerken voor wegfunderingen;
- funderingswerken met inbegrip van heipalen, paalplanken, en werken tot versteviging van de grond door alle stelsels;
- metsel- en betonwerken, met inbegrip van het metselen van ketels, nijverheidsovens en andere dergelijke werken, het aanleggen van riolen en bouwen van fabriekschoorstenen en het plaatsen van gepre-fabriceerde elementen;
- werken van bruggenbouw;
- sloping- en effeningswerken;
- asfalterings- en dichtmakingswerken, met uitzondering van wegen-werken;
- egel- en mozaïekbevoering en alle andere werken voor muur-en grondbedekking;
- termische en akoestische isoleringswerken;
- timmer- en schrijnwerken, zowel in de werkplaats als op de werf, met uitzondering van het monteren van bintwerk in metaal;
- glazenmakerij, plaatsen van spiegelwerk en gebrande glasramen;
- schilder- en decoratiewerk;
- marmerbewerking;
- werken voor het aanleggen van verwarming, verluchting en lucht-verversing;
- werken voor sanitaire inrichtingen;
- werken voor het aanleggen en het onderhouden van spoorwegen;
- werken voor het plaatsen van stellingen;
- werken voor het aanleggen van pipe-lines en allerlei ondergrondse buisleidingen, zoals watervoorziening, elektrische kabels, enz...
- werken voor steenkappers, zowel van natuur- als van kunststeen, met uitzondering van diegenen, welke onder de bevoegdheid van het Nationaal Paritair Comité voor de Groefbedrijven vallen.

Vallen niet onder de bevoegdheid van het Centrum, de onderne-mingen wier bijzonderste of bijkomende activiteit, bestaat in het aanleggen, herstellen, of onderhouden van wegen, straten, pleinen, bruggen, banen voor vliegpleinen, met inbegrip van alle aanver-wante werken, zoals signalisatie en bekakening, rioleringswerken, opritten, voet- en fietspaden, evenals kleine kunstwerken.

De in België of in Belgisch Congo gevestigde ondernemingen die niet alle hierboven vermelde voorwaarden vervullen kunnen nochtans, op hun verzoek, gelijkgesteld worden met degenen die onder het Centrum ressorteren bij beslissing van het vast comité.

Art. 5. De organen van het Centrum zijn de algemene raad, het vast comité en de directeur-generaal.

HOOFDSTUK II. — De algemene raad.

Art. 6. Onverminderd de toepassing van artikel 9 van onder-havige statuten, is de algemene raad samengesteld uit 48 leden en bevat :

- 1° 30 leden benoemd door de algemene vergadering van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf;
- 2° 1 lid aangeduid door het Verbond der Belgische Nijverheid (V.B.N.);
- 3° 5 leden aangeduid door de meest vooraanstaande arbeiders-verenigingen van het bouwbedrijf, in verhouding tot het aantal arbeiders dat zij in deze nijverheid groeperen, d.w.z., twee leden aangeduid door de Algemene Centrale van Hout, Bouw en Gemengde Vakken, twee leden aangeduid door de Christelijke Centrale der Houtbewerkers en Bouwvakarbeiders en één lid aangeduid door de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België.
- 4° 12 personaliteiten van hoge wetenschappelijke of technische waarde op het gebied der voortbrenging, der economie of van de rechtswetenschap; de helft onder hen wordt gecoöpteerd door de leden van de categorie welke is opgenomen sub 1° van onderhavig artikel, terwijl de andere helft wordt aangeduid door het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (I.W.O.N.L.).

Art. 7. Le mandat des membres du conseil général est conféré pour une durée de trois ans au plus.

Le conseil général est renouvelé annuellement par tranches se rapprochant autant que possible du tiers.

L'ordre de renouvellement des mandats résulte de l'application de l'article 45 des présents statuts.

Art. 8. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 9. Le conseil général élit dans ou hors de son sein un président nommé président du Centre; il élit parmi ses membres deux vice-présidents.

Au cas où le président est membre du conseil général, la durée de son mandat de président est égale à la durée de son mandat de membre du conseil général, sinon la durée de son mandat est égale à trois ans. Le président et les vice-présidents sont rééligibles.

Art. 10. Le membre du conseil général désigné par la F.I.B. est, de droit, premier vice-président du conseil général.

Art. 11. Tout membre est libre de se retirer du conseil général en adressant sa démission par lettre recommandée au président, à l'adresse du siège social.

Art. 12. Sont réputés démissionnaires du conseil général les membres qui seraient révoqués par l'organisme qui les a désignés.

La révocation doit être portée à la connaissance du Centre par lettre recommandée envoyée par l'organisme intéressé au président, à l'adresse du siège social; la lettre désigne le remplaçant.

Art. 13. Tout membre peut être exclu du conseil général par décision de celui-ci, prise à la majorité des deux tiers des voix existantes.

La décision, qui doit être motivée, est à communiquer dans les quarante-huit heures par lettre recommandée à l'intéressé, ainsi qu'à l'organisme qui l'a désigné; les motifs d'exclusion sont, notamment, la transgression grave et volontaire de l'arrêté du 30 janvier 1947, ou des présents statuts, le manquement au serment couvrant le secret des travaux du Centre, tout acte grave contraire aux intérêts du Centre, la qualité de failli et toute condamnation de nature à entraîner l'indignité.

Art. 14. Au cas où le mandat d'un membre deviendrait vacant par suite de décès, démission, révocation ou exclusion, il appartient à l'organisme ou à la catégorie de membres ayant désigné l'intéressé, de désigner le remplaçant, qui n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat du membre qu'il remplace.

Art. 15. Le conseil général est présidé par le président; à son défaut, par un des vice-présidents, et, à défaut des vice-présidents, par le plus âgé des membres du comité permanent présents et acceptant.

Art. 16. Le conseil général se réunit au moins deux fois l'an au siège social, sur convocation de son président ou, à son défaut, d'un de ses vice-présidents.

La première réunion se tient au plus tard dans le courant du mois de mars de chaque année, pour entendre lecture du rapport du comité permanent sur les travaux du Centre pendant l'exercice écoulé et du rapport du collège des commissaires sur la gestion financière pendant le même exercice, pour approuver les comptes de celui-ci, pour procéder aux élections et installations statutaires et pour délibérer sur tout autre point qui serait inscrit à son ordre du jour.

Art. 17. Le conseil général peut être convoqué par le comité permanent chaque fois que celui-ci le juge nécessaire. Il doit l'être dans le cas prévu à l'article 25 ou sur demande expresse d'au moins cinq de ses membres, adressée par écrit au comité permanent. Cette demande sera accompagnée de l'ordre du jour proposé.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont adressées aux membres par simple lettre déposée à la poste sept jours au moins avant la date de la réunion.

Toute proposition signée par au moins deux membres et notifiée au comité permanent au plus tard le quatrième jour avant la date de la réunion doit être portée à l'ordre du jour. Les membres en seront avisés par simple lettre déposée à la poste par le comité permanent, trois jours au moins avant la date de la réunion.

Art. 18. Sont réservées au conseil général, les décisions suivantes :

1° la modification des statuts;

2° la nomination des membres du comité permanent, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947, ainsi que leur révocation;

Art. 7. Het mandaat der leden van de algemene raad wordt verleend voor een tijdperk van maximum drie jaar.

De algemene raad wordt jaarlijks bij sneden, welke zoveel mogelijk een derde benaderen, hernieuwd.

De orde van hernieuwing der mandaten vloeit voort uit de toepassing van artikel 45 van onderhavige statuten.

Art. 8. De uittredende leden zijn herkiesbaar.

Art. 9. De algemene raad kiest in of buiten zijn schoot een voorzitter, genoemd : voorzitter van het Centrum, alsook twee ondervoorzitters.

Ingeval de voorzitter lid is van de algemene raad is de duur van zijn mandaat als voorzitter gelijk aan de duur van zijn mandaat als lid van de algemene raad, zoniet duurt zijn mandaat drie jaar. De voorzitter en de ondervoorzitters zijn herkiesbaar.

Art. 10. Het lid van de algemene raad, aangeduid door het V.B.N., is in rechte eerste ondervoorzitter van de algemene raad.

Art. 11. Elk lid is vrij zich uit de algemene raad terug te trekken door zijn ontslag bij aangetekend schrijven tot de voorzitter te richten, op het adres van de maatschappelijke zetel.

Art. 12. Worden als ontslagnemend beschouwd de leden die zouden afgesteld zijn door het organisme dat hen heeft aangeduid.

De afzetting moet ter kennis van het Centrum worden gebracht door aangetekend schrijven tot de voorzitter gericht, op het adres van de maatschappelijke zetel; het schrijven duidt de plaatsvervanger aan.

Art. 13. Elk lid kan uit de algemene raad worden gesloten door beslissing van deze, getroffen met een meerderheid van twee derden van het bestaande aantal stemmen.

De met redenen omklede beslissing moet binnen de achtenveertig uren, door aangetekend schrijven ter kennis worden gebracht van belanghebbende, alsmede van het organisme dat hem heeft aangeduid. De uitsluitingsredenen zijn namelijk de zware en vrijwillige overtreding van het besluit van 30 januari 1947, of van onderhavige statuten, het verbreken van de eed, het geheim van de werken van het Centrum te bewaren, elke zware daad, tegenstrijdig met de belangen van het Centrum, de hoedanigheid van gefailleerde en elke veroordeling van aard om de onwaardigheid mede te brengen.

Art. 14. Ingeval het mandaat van een lid vrijkomt ten gevolge van overlijden, ontslag, afzetting of uitsluiting, komt het aan het organisme toe of aan de categorie leden die de belanghebbende aangeduid hadden, de plaatsvervanger aan te duiden, die slechts benoemd wordt voor de tijd noodzakelijk om het mandaat van het lid dat hij vervangt te voleindigen.

Art. 15. De algemene raad wordt voorgezeten door de voorzitter; bij zijn afwezigheid, door een der ondervoorzitters, en bij afwezigheid van de ondervoorzitters, door de oudste der aanwezige leden van het vast comité en die aanvaardt.

Art. 16. De algemene raad vergadert, minstens tweemaal 's jaars, in de maatschappelijke zetel, door oproeping van zijn voorzitter of, bij dezes ontstentenis, van een zijner ondervoorzitters.

De eerste vergadering gaat ten laatste door inde loop van de maand maart van elk jaar, om de voorlezing van het verslag van het vast comité te horen betreffende de werking van het Centrum tijdens het afgelopen boekjaar, evenals het verslag van het college van commissarissen over het financieel beheer tijdens hetzelfde dienstjaar, om er de rekeningen van goed te keuren en om over te gaan tot de verkiezingen en de statutaire aanstellingen en om te beraadslagen over ieder ander punt dat op de dagorde zou staan.

Art. 17. De algemene raad kan door het vast comité worden opgeroepen telkens dit laatste het nodig acht. Hij moet opgeroepen worden in het bij artikel 25 voorziene geval of op uitdrukkelijke aanvraag van minstens vijf onder zijn leden, schriftelijk gericht tot het vast comité. Deze aanvraag zal vergezeld zijn van de voorgestelde dagorde.

De oproepingen die de dagorde bevatten worden bij gewoon schrijven tot de leden gericht en minstens zeven dagen vóór de datum der vergadering gepost.

Elk voorstel door ten minste twee leden ondertekend en ten laatste de vierde dag vóór de datum der vergadering aan het vast comité betekend, moet op de dagorde worden gebracht. De leden zullen er van in kennis worden gesteld door een gewoon schrijven, minstens drie dagen vóór de datum van de vergadering door het vast comité gepost.

Art. 18. Volgende beslissingen behoren uitsluitend tot de bevoegdheid van de algemene raad :

1° de wijziging der statuten;

2° de benoeming der leden van het vast comité, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de besluitwet van 30 januari 1947, evenals hun afstelling;

- 3° l'approbation des budgets et des comptes;
- 4° l'exclusion de membres;
- 5° la nomination du directeur général;
- 6° l'octroi de subsides;
- 7° la dissolution du Centre;
- 8° la fixation du montant des jetons de présence payés éventuellement aux membres du comité permanent et des règles concernant le remboursement éventuel des frais de déplacement et de séjour de ceux-ci.

Art. 19. Le conseil général délibère valablement sur les objets mis à l'ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, et décide valablement à la majorité des voix.

Toutefois, l'exclusion de membres nécessite la majorité spéciale prévue à l'article 13 des présents statuts; la modification des statuts ainsi que la dissolution du Centre doivent être décidées par une réunion remplissant les conditions de présence et de majorité prévues par les articles 8 et 20 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif.

Art. 20. Les membres du conseil général disposent chacun d'une voix. Ils ont le droit de se faire représenter par un autre membre, muni de pouvoirs écrits.

Aucun mandataire ne peut représenter plus de deux membres.

Art. 21. Le vote a lieu au scrutin secret sur décision du président de la réunion ou à la demande d'un membre.

En cas de scrutin secret, le président désigne, de l'avis conforme de l'assemblée, deux scrutateurs.

Art. 22. Les procès-verbaux des réunions du conseil sont signés par le président et par le secrétaire de l'assemblée, éventuellement par les scrutateurs ainsi que par les membres qui le désirent.

Les procès-verbaux sont tenus à la disposition des membres qui peuvent les consulter au siège social.

Des extraits qui font foi sur la seule signature du directeur général peuvent être délivrés aux membres et aux tiers intéressés; ces derniers peuvent également être informés des décisions par lettre à la poste, par l'envoi du bulletin publié par le Centre ou par tout autre moyen que le conseil général trouverait opportun.

CHAPITRE III. — Le comité permanent.

Art. 23. Le Centre est administré par un comité permanent composé :

1° du président et du premier vice-président du conseil général qui assument les mêmes fonctions au sein du comité permanent;

2° de trois membres élus chaque année par le conseil général parmi ses membres repris sous le 1° de l'article 6 des présents statuts;

3° d'un membre élu chaque année par le conseil général parmi ses membres repris sous le 3° de l'article 6 des présents statuts;

4° d'un membre élu chaque année par le conseil général parmi ceux désignés par l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.

L'échéance du mandat des président et vice-président coïncide avec l'expiration de leurs fonctions au conseil général.

Les membres sortants du comité permanent sont rééligibles.

Art. 24. Les membres du comité permanent peuvent être révoqués par le conseil général, régulièrement convoqué à cet effet.

Art. 25. En cas de décès, démission ou révocation d'un membre du comité permanent, le conseil général doit, endéans les soixante jours, désigner un remplaçant, qui n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat du membre qu'il remplace.

Jusqu'à la désignation du remplaçant, le comité permanent, pour autant qu'il soit composé de quatre membres au moins, aura les mêmes pouvoirs que s'il était complet.

Art. 26. Le comité permanent se réunit au moins dix fois l'an, sans que l'intervalle entre deux réunions successives puisse dépasser soixante jours.

Art. 27. Le comité permanent a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition intéressant le Centre. Sur proposition du directeur général, il nomme et révoque le personnel de cadre. Tout ce qui n'est pas expressément réservé au conseil général par la loi ou les statuts est de sa compétence.

3° de goedkeuring der begrotingen en der rekeningen;

4° de uitsluiting der leden;

5° de benoeming van de directeur-generaal;

6° het toekennen van toelagen;

7° de ontbinding van het Centrum;

8° de vaststelling van het bedrag der presentiegelden, die eventueel aan de leden van het vast comité betaald worden, en van de bepalingen betreffende het eventueel terugbetalen van hun verplaatsings- en verblijfkosten.

Art. 19. De algemene raad beraadslaagt geldig over de punten op de dagorde vermeld, onafgezien het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, en beslist geldig bij meerderheid van stemmen.

Nochtans vergt de uitsluiting van leden de bijzondere meerderheid voorzien in artikel 13 van onderhavige statuten; de wijziging der statuten evenals de ontbinding van het Centrum moeten beslist worden door een vergadering die voldoet aan de aanwezigheids- en meerderheidsvoorwaarden, voorzien bij artikels 8 en 20 van de wet van 27 juni 1921, waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de verenigingen zonder winstbejag.

Art. 20. De leden van de algemene raad beschikken elk over één stem. Zij hebben het recht zich te doen vertegenwoordigen door een ander lid, voorzien van geschreven volmacht.

Geen enkel mandataris mag meer dan twee leden vertegenwoordigen.

Art. 21. Bij beslissing van de voorzitter der vergadering of op aanvraag van een lid, wordt overgegaan tot geheime stemming.

Bij geheime stemming duidt de voorzitter, mits eensluidend advies der vergadering, twee stemopnemers aan.

Art. 22. De notulen der vergaderingen van de raad worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de vergadering, eventueel door de stemopnemers, evenals door de leden die dit wensen.

De notulen worden ter beschikking gehouden van de leden die er inzage van kunnen nemen op de maatschappelijke zetel.

Uittreksels, die bewijskracht hebben door de enkele handtekening van de directeur-generaal, mogen afgeleverd worden aan de leden en aan belanghebbende derden; deze laatste mogen eveneens per brief, door het toezenden van het door het Centrum uitgegeven tijdschrift of door ieder ander middel dat de algemene raad geschikt zou achten, ingelicht worden over de beslissingen.

HOOFDSTUK III. — Het vast comité.

Art. 23. Het Centrum wordt beheerd door een vast comité, samengesteld uit :

1° de voorzitter, en de eerste-voorzitter van de algemene raad, die dezelfde functies waarnemen in de schoot van het vast comité;

2° drie leden ieder jaar gekozen door de algemene raad uit de leden bedoeld onder 1° van artikel 6 van deze statuten;

3° een lid ieder jaar verkozen door de algemene raad, onder de leden bedoeld onder 3° van artikel 6 van deze statuten;

4° een lid ieder jaar verkozen door de algemene raad, onder diegenen aangeduid door het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw.

Het beëindigen van het mandaat van voorzitter en van de onder-voorzitter valt samen met het beëindigen van hun functies in de algemene raad.

De uittreedende leden van het vast comité zijn herkiesbaar.

Art. 24. De leden van het vast comité kunnen afgezet worden door de, te dien einde, regelmatig opgeroepen algemene raad.

Art. 25. In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een lid van het vast comité, moet de algemene raad binnen de zestig dagen een plaatsvervanger aanduiden, die slechts benoemd wordt voor de periode nodig om het mandaat van het lid dat hij vervangt te voltooien.

Tot aan de aanduiding van de plaatsvervanger, heeft het vast comité, in zover het nog uit minstens vier leden is samengesteld, dezelfde macht als ingeval het volledig was.

Art. 26. Het vast comité vergadert minstens tienmaal 's jaars zonder dat de tussentijd tussen twee opeenvolgende vergaderingen meer dan zestig dagen mag bedragen.

Art. 27. Het vast comité beschikt over de meest uitgebreide machten om alle daden van beheer en van beschikking te stellen die het Centrum aanbelangen. Alles wat niet uitdrukkelijk door de wet of de statuten is voorbehouden aan de algemene raad, valt onder zijn bevoegdheid.

Il peut notamment recevoir toutes sommes et valeurs (moyennant observation des dispositions de l'article 16 de la loi du 27 juin 1921), prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles (dans les limites des dispositions de l'article 15 de la loi du 27 juin 1921), acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabriques, tous brevets ou licences de brevets, contracter des emprunts à court ou à long terme, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissemens et toutes hypothèques, avec ou sans stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans constatation de paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchemens, dispenser de toute inscription d'office, traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont poursuivies à la diligence du président du Centre, ou d'un des vice-présidens, ou du directeur général.

Art. 28. Les membres du comité permanent peuvent être autorisés à toucher des jetons de présence, dont le montant est fixé par le conseil général. Leurs frais de déplacement et de séjour peuvent être remboursés.

Art. 29. Les actes qui engagent le Centre, autres que ceux de gestion journalière, sont signés par deux membres du comité permanent à ce mandatés par le comité permanent; ils n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers de pouvoirs spéciaux. Le comité permanent peut désigner d'autres personnes pour signer en lieu et place de ces deux membres.

CHAPITRE IV. — *Comités techniques.*

Art. 30. Le conseil général peut constituer en Belgique ou au Congo Belge, sur proposition du comité permanent, un ou plusieurs comités techniques, composé de membres choisis en son sein, ainsi que de toutes personnalités et délégués d'organismes dont le concours est jugé utile par le comité permanent.

Une rémunération correspondant à l'importance de la mission qui leur est confiée peut être allouée aux membres des comités techniques; cette rémunération est fixée par le comité permanent.

CHAPITRE V. — *Directeur et personnel.*

Art. 31. L'organe exécutif du Centre est le directeur général.

Le directeur général nomme et révoque dans les limites du cadre et des barèmes fixés par le comité permanent le personnel dont l'engagement et le congédiement ne sont pas réservés au comité permanent.

Le directeur général ou son délégué assiste aux délibérations du conseil général et du comité permanent, sans voix délibérative. Il participe lui-même ou son délégué avec voix délibérative aux travaux des comités techniques. Le directeur général assume la responsabilité des services techniques, du secrétariat et des autres services du Centre.

Art. 32. La correspondance courante, les actes de gestion journalière, les décharges envers l'administration des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, messagerie et autres entreprises de transports, ne devront porter que la signature du directeur général ou de toute autre personne qu'il délègue à cette fin avec l'accord du comité permanent.

CHAPITRE VI. — *Gestion financière.*

Art. 33. Les ressources du Centre sont constituées :

1° Par un subside unique du Ministère des Affaires économiques;
2° Par la redevance annuelle, fixée par l'arrêté royal agréant les statuts du Centre, à payer par toutes les entreprises du ressort proportionnellement à leur importance, d'après les critères établis par l'arrêté royal précité;

3° Par les subsides des pouvoirs et organismes publics à ce qualifiés;

4° Par tous subsides, dons et legs de toute origine et de toute nature, moyennant observation des dispositions de l'article 16 de la loi du 27 juin 1921;

5° Par tous paiements perçus par le Centre pour les services particuliers ou recherches spéciales qu'il accomplit pour toute entreprise du ressort;

6° Par les ressources résultant de la cession de brevets ou de licences de brevets relatifs aux résultats des recherches du Centre, ou d'exploitations industrielles entreprises à titre d'essai.

Art. 34. Chaque année, au mois de mars, le comité permanent est tenu de soumettre à l'approbation du conseil général les comptes de recettes et de dépenses de l'exercice écoulé.

Het kan namelijk alle sommen en waarden ontvangen (mits inachtneming van de beschikkingen van artikel 16 van de wet van 27 juni 1921), in huur geven, in huur nemen of onderverhuren, alle roerende of onroerende goederen verwerven, vervreemden of veruilen (binnen de grenzen van de beschikkingen van artikel 15 van de wet van 27 juni 1921), alle fabrieksmerken, alle brevetten of brevetvergunningen verwerven, exploiteren of afstaan, leningen op lange of korte termijn afsluiten, leningen toestaan, pandgevingen en hypotheeken met of zonder bedingung van dadelijke uitwinning, toestaan of aanvaarden, aan alle zakelijke rechten, voorrechten en vorderingen tot ontbinding verzaken, handlichting geven met of zonder vaststelling van betaling voor alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overschrijvingen, inbeslagnemingen, verzet en andere beletsel, vrijstellen van elke inschrijving van ambtswege, onderhandelen, pleiten zowel als aanlegger en als verweerder, dadingen en vergelijken treffen, wjl de voorafgaande opsomming vermeldend en niet beperkend is.

Art. 28. De leden van het vast comité kunnen gemachtigd worden presentiegelden te ontvangen, waarvan het bedrag vastgesteld is door de algemene raad. Hun verplaatsingskosten en verblijfskosten mogen terugbetaald worden.

Art. 29. De akten die het Centrum verbinden, buiten deze van dagelijks beheer, worden ondertekend door twee leden van het vast comité door dit comité daartoe gemachtigd en die aan derden geen bijzondere machtiging moeten voorleggen. Het vast comité mag andere personen aanduiden om in de plaats van deze twee leden te ondertekenen.

HOOFDSTUK IV. — *Technische comités.*

Art. 30. De algemene raad kan, in België of in Belgisch-Congo, op voorstel van het vast comité, een of verschillende technische comités aanstellen, bestaande uit leden die hij uit zijn midden kiest, evenals uit alle personaliteiten en afgevaardigden van organismen wier medewerking nuttig geoordeeld wordt.

Een vergoeding overeenstemmend met de belangrijkheid van de hun toevertrouwde opdracht kan worden toegekend aan de leden van de technische comités; deze vergoeding wordt vastgesteld door het vast comité.

HOOFDSTUK V. — *Directeur en personeel.*

Het uitvoerend orgaan van het Centrum is de directeur-generaal.

De directeur-generaal benoemt en ontslaat, binnen de grenzen van het kader en de weddeschalen, vastgesteld door het vast comité, het personeel wiens aanwerving en afdanking niet voorbehouden zijn aan het vast comité.

De directeur-generaal of zijn afgevaardigde woont de beraadslagingen van de algemene raad en van het vast comité bij, zonder stemgerechtigd te zijn. Hij zelf of zijn afgevaardigde neemt deel aan de werkzaamheden van de technische comités, waarin hij stemgerechtigd is. De directeur-generaal of zijn afgevaardigde neemt de verantwoordelijkheid waar van de technische diensten, van het secretariaat en van de andere diensten van het Centrum.

Art. 32. De lopende briefwisseling, de daden van dagelijks beheer, de ontlastingen tegenover het beheer van spoorwegen, posten, telegraaf en telefoon, bestelgoederendiensten en andere transport-ondernemingen, moeten slechts de handtekening van de directeur-generaal dragen, of van elke andere te dien einde, met het akkoord van het vast comité, aangestelde persoon.

HOOFDSTUK VI. — *Financieel beheer.*

Art. 33. De geldmiddelen van het Centrum bestaan uit :

1° een enige toelagen van het Ministerie van Economische Zaken;
2° de jaarlijkse bijdrage speciaal bij koninklijk besluit, houdende erkenning van de statuten van het Centrum, te betalen door alle belanghebbende ondernemingen in verhouding tot hun belangrijkheid volgens de criteria vastgesteld door hogervermeld koninklijk besluit;

3° de toelagen der daartoe bevoegde machten en organismen;

4° de toelagen, schenkingen en legaten van alle oorsprong en van alle aard, mits inachtneming van de bepalingen van artikel 16 van de wet van 27 juni 1921;

5° alle door het Centrum geïnde betalingen voor speciale diensten of bijzondere opsporings die het voor elke onderneming van het ambtsgebied verricht;

6° de middelen voortkomend uit het afstaan van brevetten of van de vergunningen betreffende brevetten die verband houden met de uitlagen der opzoekingen, of uit industriële exploitaties welke als proefnemingen worden ondernomen.

Art. 34. Jeder jaar, in de maand maart, is het vast comité gehouden de rekeningen van inkomsten en uitgaven van het verlopen boekjaar aan de goedkeuring van de algemene raad te onderwerpen.

Le tableau général de ces comptes est joint à l'ordre du jour accompagnant la convocation du conseil général.

Les comptes du Centre sont révisés au préalable par un collège de commissaires composé :

- 1° d'un reviseur désigné par la Cour des Comptes;
- 2° de deux commissaires désignés par l'assemblée générale de la

Confédération nationale de la Construction.

Ces comptes seront déposés ensuite avec le rapport du collège des commissaires au siège social, à l'examen des membres du conseil général, pendant les quinze jours précédant la réunion de l'assemblée à laquelle ils seront soumis.

L'approbation par le conseil général des comptes de l'exercice écoulé constitue une décharge complète pour le comité permanent.

Art. 35. Le comité permanent est tenu de soumettre chaque année, au mois de décembre au plus tard, à l'approbation du conseil général, le budget du prochain exercice.

Ce document est joint à l'ordre du jour accompagnant la convocation.

CHAPITRE VII. — Divers.

Art. 36. Les membres du conseil général, des comités techniques, le personnel qui est au service du Centre, ainsi que toute personne chargée d'une mission dans le cadre des présents statuts, prêtent, devant le président du Centre, le serment prévu à l'article 13 de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947.

Le président prête le serment devant le Ministre des Affaires économiques. Il est dressé un procès-verbal de chaque prestation de serment. Les procès-verbaux sont conservés au Ministère des Affaires économiques.

L'obligation du secret subsiste après qu'il est mis fin aux fonctions des intéressés.

Art. 37. L'exercice social se termine le 31 décembre de chaque année, et pour la première fois le 31 décembre 1959.

Art. 38. Le rapport annuel du Centre ainsi que ses comptes sont communiqués au Ministre des Affaires économiques.

Art. 39. La redevance prévue à l'article 33, ainsi que tout subside, don ou legs au Centre, sont exonérés de toute imposition fiscale, quelle qu'elle soit, dans le chef tant de l'entreprise ou du donateur, que dans celui du Centre qui, en matière fiscale, est assimilé à l'Etat.

Art. 40. Le Centre se conforme, en matière linguistique, aux règles d'usage dans les services publics.

Art. 41. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées du Centre, doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres : « Etablissement reconnu par application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947. »

Art. 42. En cas de dissolution du Centre, tous les biens meubles et immeubles qu'il possédera à l'époque de sa dissolution seront dévolus suivant décision du conseil général.

A défaut de décision du conseil général dans les six mois de la dissolution, tous les biens meubles et immeubles qu'il possédera à l'époque de sa dissolution, seront dévolus à l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.

A défaut de l'autorisation prévue par l'article 2 de l'arrêté-loi du 27 décembre 1944, portant création de l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture, ou, au cas où cet organisme serait dissous, tous les dits biens meubles et immeubles seront, sur décision du conseil général du Centre, affectés à une ou plusieurs œuvres, poursuivant des buts de recherches scientifiques générales ou spéciales, à condition que le ou les bénéficiaires soient des associations sans but lucratif ou aient le caractère d'établissement d'utilité publique ou d'établissements publics.

La liquidation se fera par les soins du comité permanent en fonction ou, à défaut, par un ou des liquidateurs à désigner par le Ministre des Affaires économiques.

Art. 43. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, ni à l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique est applicable.

De algemene tabel dezer rekeningen wordt gevoegd bij de dagorde, gehecht aan de bijeenroepingsbrief van de algemene raad.

De rekeningen van het Centrum worden voorafgaandelijk door een college van commissarissen nagezien, samengesteld uit :

- 1° een revisor door het Rekenhof aangeduid;
- 2° twee commissarissen door de algemene vergadering van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf aangeduid.

Zij worden vervolgens met het verslag van het college van commissarissen ten maatschappelijke zetel neergelegd, ter beschikking der leden van de algemene raad, dit gedurende de vijftien dagen die voorafgaan aan de vergadering waarop zij zullen voorgelegd worden.

De goedkeuring door de algemene raad van de rekeningen van het afgelopen boekjaar staat gelijk met een volledige ontlasting voor het vast comité.

Art. 35. Het vast comité is verplicht elk jaar, ten laatste in de maand december, ter goedkeuring van de algemene raad de begroting voor te leggen voor het volgend boekjaar.

Dit document wordt bij de dagorde gevoegd, welke de oproeping vergezelt.

HOOFDSTUK VII. — Allerlei.

Art. 36. De leden van de algemene raad, van de technische comités, het personeel in dienst van het Centrum, alsmede elke persoon belast met een zending in het raam der onderhavige statuten, leggen tegenover de voorzitter van het Centrum, de bij artikel 13 van de besluitwet van 30 januari 1947 voorziene eed af.

De voorzitter legt de eed af voor de Minister van Economische Zaken. Proces-verbaal wordt opgemaakt van elke eedaflegging. De processen-verbaal worden in het Ministerie van Economische Zaken bewaard.

De verplichting tot geheimhouding blijft bestaan nadat de functies der belanghebbenden opgehouden hebben.

Art. 37. Het maatschappelijk boekjaar eindigt op 31 december van ieder jaar, en voor het eerst op 31 december 1959.

Art. 38. Het jaarlijks verslag van het Centrum, alsmede zijn rekeningen worden medegedeeld aan de Minister van Economische Zaken.

Art. 39. De bij artikel 33 voorziene bijdrage alsmede elke toelage, schenking of legaat aan het Centrum, zijn vrijgesteld van elke welkdanige belasting, zo in hoofde van de onderneming als van de schenker, als in hoofde van het Centrum dat op fiscaal gebied met de Staat wordt gelijkgesteld.

Art. 40. Het Centrum onderwerpt zich op taalgebied aan de in de openbare diensten gebruikelijke regelen.

Art. 41. Al de akten, facturen, advertenties, uitgaven en andere van het Centrum uitgaande stukken, moeten de maatschappelijke benaming vermelden onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd van de volgende leesbaar en voluit geschreven woorden : « Instelling erkend bij toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947. »

Art. 42. In geval van ontbinding van het Centrum zullen al de roerende en onroerende goederen die het zal bezitten op het tijdstip van zijn ontbinding worden toegewezen krachtens beslissing van de algemene raad.

Bij gebrek aan een beslissing van de algemene raad binnen de zes maanden na de ontbinding, vervallen alle roerende en onroerende goederen, die het bezit op het ogenblik van zijn ontbinding, aan het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw.

Bij gebrek aan toelating vereist door artikel 2 van de besluitwet van 27 december 1944, houdende oprichting van het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw of indien dit organisme ontbonden is, worden alle roerende of onroerende goederen toegewezen aan een of meerdere werken, zich bezighoudende met algemene of bijzondere wetenschappelijke opzoekingen, op voorwaarde dat de begunstigde(n) verenigingen zijn zonder winstbejag en het karakter dragen van openbare instelling of van een instelling van openbaar nut.

De vereffening zal geschieden door de zorgen van het fungerende vast comité of bij zijn ontstentenis door een of meerdere door de Minister van Economische Zaken aan te duiden vereffenaars.

Art. 43. Voor alles wat niet voorzien is in onderhavige statuten of de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang der verschillende takken van 's lands bedrijfsleven door het wetenschappelijk onderzoek te bevorderen en te coördineren, is de wet van 27 juni 1921 toepasselijk, waardoor de rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan de verenigingen zonder winstbejag en aan instellingen van openbaar nut.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires.

Art. 44. Pour le premier exercice, le conseil général est composé comme suit :

**Composition du conseil général
du Centre scientifique et technique de la construction
pour le premier exercice.**

Président du Centre :

M. Pierre Holoffe, président d'honneur de la Confédération nationale de la Construction, administrateur délégué de la Compagnie générale des Asphaltes (Asphaltco), 74, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles 6.

Membres nommés par la Confédération nationale de la Construction :

Génie civil.

MM. :

Pierre Boulvin, directeur à la Société belge des Bétons, S. A., 63, rue Meyerbeer, Bruxelles 18;

Lucien Goemans, administrateur-directeur général de la Compagnie belge des Chemins de Fer et d'Entreprises, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles 5.

Bâtiment.

Maurice Masuy, Entreprises générales J.-B. Degreffe & Masuy (M. Masuy succ.), 14, rue Cottrel, Tournai;

Maurice Delange, directeur de la Fédération nationale belge du Bâtiment et des Travaux publics, 12, rue de l'Etuve, Bruxelles 1.

Asphalteurs.

Georges Dardenne, Asphaltes Dardenne, 62, rue Jos. Schols, Bruxelles 8.

Carreleurs.

Paul Raes, Entreprises de Carrelages Raes-Ziane, 17, rue Godecharle, Bruxelles 4.

Taillieurs de pierre.

Norbert Rigelle, maître tailleur de pierre, Kokerstraat, 36, Gand.

Marbriers.

Henri Klockaerts, « Marmerwerken Henri Klockaerts & zonen », S. P. R. L., 66, Lierssesteenweg, Herentals.

Vitriers.

Edouard Dutron, entrepreneur vitrier, 14, place des Bons-Enfants, Liège.

Peintres.

Jean Collet, Etablissements de peinture Collet, S.P.R.L., 11, rue de Bosnie, Bruxelles 6;

Pierre Peré, Schildersbedrijf B. & P. Peré, S.P.R.L., 2-4, Mertens en Torfsstraat, Anvers.

Chauffage.

Charles Thiou, Chauffage « Confort et Chaleur », S.P.R.L., 37, rue Wierts, Liège;

Adriaan Geeraerts, Chauffage central, 496, Boomsesteenweg, Anvers.

Plombiers.

Armand Spriet, patron-installateur sanitaire, 44, rue Campine, Liège.

Menuisiers.

Théo Janssens, entrepreneur menuisier, 78, J.-P. Minckelersstraat, Louvain.

Jozef Lannoo, « Firma Lannoo, broeder & zuster », S. A., Rekkemstraat, 109, Marke (Courtrai).

Anvers.

Jozef Goethals, « Alg. Bouwondernemingen Kockerols & Goethals », S. A., 38, Jacob Jordaensstraat, Anvers.

Marcel Smets, Entreprises générales, 51, Hanswijkvaart, Malines.

Brabant.

Georges François, Entreprises Edouard François & fils, S. A., 43, rue du Cornet, Bruxelles 4;

Frédéric Lauwers-Jacops, directeur de la chambre syndicale interprofessionnelle provinciale du Brabant, 92, rue d'Arlon, Bruxelles 4.

Flandre occidentale.

Pierre Werbrouck, Entreprises générales, 17, rue du Midi, Mouscron.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsbekijkingen.

Art. 44. Voor het eerste dienstjaar is de algemene raad samengesteld als volgt : (hierna volgt de lijst der leden, met vermelding van hun naam, voornaam, woonplaats en nationaliteit).

**Samenstelling van de algemene raad
van het wetenschappelijk en technisch centrum voor het bouwbedrijf
voor het eerste dienstjaar.**

Voorzitter van het Centrum :

De heer Pierre Holoffe, erevoorzitter van de Nationale Conferentie van het Bouwbedrijf, afgevaardigd beheerder van de « Compagnie générale des Asphaltes » (Asphaltco), 74, Guldenvlieslaan, Brussel 6.

Leden benoemd door de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf :

Burgerlijke Bouwkunde.

De heren :

Pierre Boulvin, directeur bij de « Société belge des Bétons », N. V., 63, Meuerbeerstraat, Brussel 18.

Lucien Goemans, beheerder-directeur-generaal van de « Compagnie belge des Chemins de Fer et d'Entreprises », 182, Franklin Rooseveltlaan, Brussel 5.

Bouwbedrijven.

Maurice Masuy, « Entreprises générales J.-B. Degreffe & Masuy (M. Masuy succ.), 14, rue Cottrel, Doornik.

Maurice Delange, directeur van de Belgische Landsbond der Bouwbedrijven en Openbare Werken, Stooftstraat, 12, Brussel 1.

Asfalteerders.

Georges Dardenne, « Asphaltes Dardenne », 62, Jos. Scholsstraat, Brussel 8.

Bevloeders.

Paul Raes, « Entreprises de Carrelages Raes-Ziane », 17, Godecharlestraat, Brussel 4.

Steenkappers.

Norbert Rigelle, meester-steenhouwer, Kokerstraat, 36, Gent.

Marmerbewerkers.

Henri Klockaerts, Marmerwerken Henri Klockaerts & zonen, P.V.B.A., 66, Lierse steenweg, Herentals.

Glazenmakers.

Edouard Dutron, aannemer-glazenmaker, 14, place des Bons-Enfants, Luik.

Schilders.

Jean Collet, « Etablissements de peinture Collet », P.V.B.A., 11, Bosniestraat, Brussel 6.

Pierre Peré, Schilderbedrijf B. & P. Peré, P.V.B.A., 2-4, Mertens en Torfsstraat, Antwerpen.

Verwarming.

Charles Thiou, Chauffage « Confort et Chaleur », P.V.B.A., 37, rue Wiertz, Luik.

Adriaan Geeraerts, Centrale Verwarming, 496, Boomsesteenweg, Antwerpen.

Loodgieters.

Armand Spriet, patroon-installeerder van gezondheidsinrichtingen, 44, rue Campine, Luik.

Schrijnwerkers.

Théo Janssens, aannemer-schrijnwerker, 78, J.-P. Minckelersstraat, Leuven.

Jozef Lannoo, Firma Lannoo, broeder & zuster, N.V., 109, Rekkemstraat, Marke (Kortrijk)

Antwerpen.

Jozef Goethals, Alg. Bouwondernemingen Kockerols & Goethals, N.V., 38, Jacob Jordaensstraat, Antwerpen.

Marcel Smets, Alg. Bouwonderneming, 51, Hanswijkvaart, Mechelen.

Brabant.

Georges François, « Entreprises Edouard François & fils », N.V., 43, Hoornstraat, Brussel 4.

Frédéric Lauwers-Jacops, directeur van de Interprofessionele provinciale Syndikale Kamer van Brabant, 92, Aarlenstraat, Brussel 4.

West-Vlaanderen.

Pierre Werbrouck, Algemene Onderneming, 17, Zuidstraat, Mouskroon.

Flandre orientale.

Louis De Meyer, « Algemene openbare en Private Werken L.-L. & N. De Meyer », S.P.R.L., 22, Kanaalstraat, Zelzate.

Hainaut.

Jean Dehandschutter, Entreprises générales Dehandschutter & Abts, S.P.R.L., 91, rue du Parc, La Louvière.

Liège.

René Sarlet, administrateur délégué de la S. A. Bemat, 10, rue de la Légia, Liège;

Martin Pirnay, entrepreneur général, 33, rue Hauzeur, Ensival.

Limbourg.

Florent Moens, Entreprises générales, 11, IJzerlei, Bourg-Léopold.

Luxembourg.

Louis Benoit, Entreprises Richard Benoit, S. A. 1, rue de la Haut, Nassogne.

Namur.

Florent Henry, Entreprises Rhodius-Deville, S. A., 27, avenue Cardinal Mercier, Namur.

C.N.C.

Gérard De Gezelle, directeur général de la S. A. Entreprises G. De Gezelle, 123, Coupure, Gand;

Fernand Plumier, directeur général de la Confédération nationale de la Construction, 12, rue de l'Étuve, Bruxelles 1.

Membre désigné par la Fédération des Industries belges (F.I.B.) :

Maurice Delens, délégué suppléant de la C.N.C. au conseil d'administration de la F.I.B., président-administrateur délégué des Entreprises Maurice Delens, S. A., 207, avenue Molière, Bruxelles 6.

Membres désignés par les organisations des travailleurs de l'industrie de la Construction :

F. Decourcelle, secrétaire général de la Centrale chrétienne des Travailleurs du Bois et du Bâtiment, 62, rue du Trône, Bruxelles 5;

C. Looftens, secrétaire de la Centrale chrétienne des Travailleurs du Bois et du Bâtiment de la région de Gand-Eeklo, 4, Poel, Gand;

Dore Smets, président de la Centrale générale du Bois, du Bâtiment et des Industries diverses, 6, rue Watteeu, Bruxelles 1;

Emiel Janssens, vice-président de la Centrale général du Bois, du Bâtiment et des Industries diverses, 6, rue Watteeu, Bruxelles 1;

Marcel Delplace, secrétaire de la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique, section de Bruges, 13, Boomgaardstraat, Bruges.

Membres cooptés par les délégués de la Confédération nationale de la Construction :

Georges Pepermans, ingénieur-architecte, professeur extraordinaire à l'Université catholique de Louvain, membre du Conseil supérieur de l'Institut national du Logement, 35, rue de la Concorde, Bruxelles 5;

Robert Puttemans, architecte, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, président de la Société centrale d'Architecture de Belgique, 46, rue Langeveld, Bruxelles 18;

Florentin-Etienne Roujob, ingénieur civil, ingénieur en chef-directeur du service de la Documentation technique au Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction, secrétaire général de Cedoc, 57, rue Van Campenhout, Bruxelles 4.

Charles Meurice, licencié en sciences chimiques, directeur de l'Institut Meurice-Chimie, président de l'Union professionnelle des Laboratoires d'Essais, d'Analyses et de Recherches, 14A, rue Simonis, Bruxelles 5;

Camille Delord, ingénieur civil, administrateur directeur-gérant du Bureau Seco-Congo, 3a, rue Paul-Emile Janson, Bruxelles 2;

Victor Bourgeois, architecte, professeur à l'École nationale supérieure d'Architecture et des Arts décoratifs (Bruxelles), membre du conseil supérieur de l'Institut national du Logement, 138, chaussée d'Ixelles, Bruxelles 5.

Membres désignés par l'I.R.S.I.A. :

F. Riessauw, professeur à l'Université de l'Etat à Gand, 5, Baron Cyriel Buyssestraat, Gand.

H. Louis, professeur à l'Université de l'Etat à Liège, 6, quai Banning, Liège;

Oost-Vlaanderen.

Louis De Meyer, Algemene openbare en private Werken L.-L. & N. De Meyer, P.V.B.A., 22, Kanaalstraat, Zelzate.

Henegouwen.

Jean Dehandschutter, « Entreprises générales Dehandschutter & Abts », P.V.B.A., 91, rue du Parc, La Louvière.

Luik.

René Sarlet, afgevaardigd beheerder van de N.V. Bemat, 10, rue de la Légia, Luik.

Martin Pirnay, algemene aannemer, 33, rue Hauscur, Ensival.

Limburg.

Florent Moens, Algemene Ondernemingen, 11, IJzerlei, Leopoldsburg.

Luxemburg.

Louis Benoit, « Entreprises Richard Benoit », N.V., 1, rue de la Haut, Nassogne.

Namen

Florent Henry, « Entreprises Rhodius-Deville », N.V., 27, avenue Cardinal Mercier, Namen.

N.C.B.

Gérard De Gezelle, directeur-generaal van de N.V. Ondernemingen G. De Gezelle, 123, Coupure, Gent.

Fernand Plumier, directeur-generaal van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, 12, Stooftstraat, Brussel 1.

Lid aangeduid door het Verbond der Belgische Nijverheid (V.B.N.) :

Maurice Delens, plaatsvervangend afgevaardigde van de N.C.B. bij de raad van beheer van het V.B.N., voorzitter-afgevaardigd beheerder van de Ondernemingen Maurice Delens, N.V., 207, Molièrelaan, Brussel 6.

Leden aangeduid door de arbeidersverenigingen van het bouwbedrijf :

F. Decourcelle, sekretaris-generaal van de Christelijke Centrale der Houtbewerkers en Bouwvakarbeiders, 62, Troonstraat, Brussel 5.

C. Looftens, sekretaris van de Christelijke Centrale der Houtbewerkers en Bouwvakarbeiders voor het gewest Gent-Eeklo, 4, Poel, Gent.

Dore Smets, voorzitter van de Algemene Centrale van Hout, Bouw en gemengde Vakken, 6, Watteeustraat, Brussel 1.

Emiel Janssens, ondervoorzitter van de Algemene Centrale van Hout, Bouw en gemengde Vakken, 6, Watteeustraat, Brussel 1.

Marcel Delplace, sekretaris van de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, afdeling Brugge, 13, Boomgaardstraat, Brugge.

Leden gekoopt door de afgevaardigden van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf :

Georges Pepermans, ingénieur-architect, buitengewoon hoogleraar aan de katholieke Universiteit van Leuven, lid van de Hoge Raad van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, 35, Eendrachtstraat, Brussel 5.

Robert Puttemans, architect, docent aan de Vrije Universiteit van Brussel, voorzitter van de « Société centrale d'Architecture de Belgique », 46, Langeveldstraat, Brussel-18.

Florentin-Etienne Roujob, burgerlijk ingénieur, hoofd-ingenieur-directeur van de dienst voor Technische Dokumentatie bij het Ministerie van Openbare Werken en Wederopbouw, sekretaris-generaal van Cedoc, 57, Van Campenhoutstraat, Brussel 4.

Charles Meurice, licentiaat in de scheikunde, directeur van het « Instituut Meurice-Chimie », voorzitter van de « Union professionnelle des Laboratoires d'Essais, d'Analyses et de Recherches », 14A, Simonisstraat, Brussel 5.

Camille Delord, burgerlijk ingénieur, beheerder directeur-zaakwaarnemer van het bureau Seco en van Seco-Congo, 3a, Paul-Emile Jansonstraat, Brussel 2.

Victor Bourgeois, architect, professor aan de Nationale Hogere School voor Bouwkunst en Sierkunsten (Brussel), lid van de Hoge Raad van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, 138, steenweg op Elsene, Brussel 5.

Leden aangeduid door het I.W.O.N.L. :

F. Riessauw, professor aan de Rijksuniversiteit te Gent, 5, baron Cyriel Buyssestraat, Gent.

H. Louis, professor aan de Rijksuniversiteit te Luik, 6, quai Banning, Luik.

A. Van Itterbeek, Professeur à l'Université catholique de Louvain, 73, Naamsestraat, Louvain;

A. Paduart, professeur à l'Université libre de Bruxelles, 61, avenue G. Bergmann, Bruxelles 5;

C. Grappe, secrétaire général de l'Institut national du Logement, 86, rue Saint-Lazare, Bruxelles 3.

G. Deurinck, délégué général de l'Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, 60, rue de la Concorde, Bruxelles 5.

Art. 45. Lors de la première réunion du conseil général, il sera procédé, par voie de tirage au sort, à la désignation des membres sortants au début des second et troisième exercices.

Ces membres sortants comprendront pour chacun de ces exercices :

dix des membres repris aux 1° et 2°;

deux des membres repris au 3°;

quatre des membres repris au 4° de l'article 6.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 septembre 1959.

A. Van Itterbeek, professor aan de Katholieke Universiteit van Leuven, 73, Naamsestraat, Leuven.

A. Paduart, professor aan de Vrije Universiteit van Brussel, 61, G. Bergmannlaan, Brussel 5.

G. Grappe, sekretaris-generaal van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, 86, Sint-Lazarusstraat, Brussel 3.

G. Deurinck, algemeen afgevaardigde van de Belgische Dienst Opvoering Produktiviteit, 60, Eendrachtsstraat, Brussel 5.

Art. 45. Tijdens de eerste vergadering van de algemene raad zal er overgegaan worden, bij lottrekking, tot de aanduiding van de in het begin van het tweede en derde dienstjaar uittreedende leden.

Deze uittreedende leden zullen voor ieder dezer dienstjaren omvatten :

tien der onder 1° en 2° vermelde leden;

twee der onder 3° vermelde leden;

vier der onder 4° van artikel 6 vermelde leden.

Gezien om gehecht te worden aan Ons besluit van 23 september 1959.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

J. VAN DER SCHUEREN.

AVIS OFFICIELS PUBLICATIONS LÉGALES

SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ÉTAT

Concours d'admission au stage à l'emploi de rédacteur au Gouvernement provincial de Liège (Ministère de l'Intérieur).

I. Au cours du premier trimestre de l'année 1960, il sera organisé un concours en langue française en vue de l'admission au stage d'un rédacteur destiné au Gouvernement provincial de Liège.

II. Conditions d'admission au concours :

a) Être Belge;

b) Être de conduite irréprochable;

c) Jouir des droits civils et politiques;

d) Pour les candidats masculins, être en règle à l'égard des lois sur la milice;

e) Être âgé(e) de 17 ans au moins et n'avoir pas atteint l'âge de 30 ans au 1^{er} mars 1960 (45 ans pour les bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et de l'arrêté royal du 17 septembre 1934);

f) Avoir les aptitudes physiques requises;

g) Être en possession au moins d'un des certificats ou diplômes spécifiés ci-après :

1° Certificat homologué de fin d'études moyennes du degré supérieur délivré en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques ou certificat agréé de fin d'études moyennes du degré supérieur (section économique) délivré selon les dispositions réglementaires;

2° Certificat constatant le résultat favorable d'une des épreuves préparatoires prévues aux articles 10, 10bis et 12 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques ou aux autres dispositions réglementaires;

3° Diplôme d'instituteur ou d'institutrice primaire ou diplôme d'agréé de l'enseignement secondaire inférieur;

4° Diplôme de conducteur civil délivré par une des quatre universités belges;

5° Diplôme d'architecte délivré conformément à l'arrêté royal du 5 mai 1936 et aux arrêtés subséquents;

6° Diplôme d'ingénieur technicien délivré conformément aux dispositions réglementaires;

75095 & 75096-1 35/37

OFFICIËLE BERICHTEN WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN

VAST SECRETARIAAT VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL.

Vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in de betrekking van opsteller bij het Provinciaal Gouvernement van Luik (Ministerie van Binnenlandse Zaken).

I. In de loop van het eerste trimester van het jaar 1960, zal een vergelijkend examen, met het Frans als voertaal, worden ingericht met het oog op de toelating tot de proeftijd van één opsteller ten behoeve van het Provinciaal Gouvernement van Luik.

II. Vereisten voor toelating tot het examen :

a) Belg zijn;

b) Van onberispelijk gedrag zijn;

c) De burgerlijke en politieke rechten genieten;

d) Voor de mannelijke kandidaten : aan de voorschriften der militiewetten voldaan hebben;

e) Minstens 17 jaar oud zijn en de leeftijd van 30 jaar niet bereikt hebben op 1 maart 1960 (45 jaar voor de begunstigden door de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en door het koninklijk besluit d.d. 17 september 1934);

f) De gevergede lichamelijke geschiktheid bezitten;

g) In het bezit zijn van minstens één der hiernavermelde getuigschriften of diploma's :

1° Gehomologeerd eindgetuigschrift van middelbare studiën van de hogere graad, uitgereikt krachtens de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden of erkend eindgetuigschrift van middelbaar onderwijs van de hogere graad (economische afdeling), uitgereikt volgens de reglementsbepalingen;

2° Getuigschrift dat de gunstige uitslag vermeldt van een der voorbereidende proeven voorgeschreven in de artikelen 10, 10bis en 12 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden of in de andere reglementsbepalingen;

3° Diploma van lager(e) onderwijzer(es) of diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs;

4° Diploma van burgerlijk conducteur, uitgereikt door één der vier Belgische universiteiten;

5° Diploma van architect uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 mei 1936 en de latere besluiten;

6° Diploma van technisch ingenieur, uitgereikt overeenkomstig de reglementsbepalingen;